

### 31<sup>e</sup> SESSION

Proposition  
 CG31(2016)18  
 20 octobre 2016

#### **Proposition concernant l'élaboration d'une boîte à outils pour les autorités locales, destinée à faciliter l'accès des jeunes à leurs droits**

Les signataires demandent au Bureau du Congrès d'examiner la proposition suivante.

Ces dernières années, le Conseil de l'Europe a souligné à maintes occasions l'importance de garantir les droits des jeunes – notamment dans la Recommandation CM/Rec(2016)7 du Comité des Ministres sur l'accès des jeunes aux droits, par le biais de la boîte à outils pour l'organisation d'activités interculturelles et interreligieuses, et dans le cadre de la campagne contre le discours de haine.

Toutefois, lors de la 31<sup>e</sup> session du Congrès, de nombreux membres ont estimé que beaucoup restait à faire pour améliorer la participation des jeunes au niveau local. Si de nombreuses initiatives ont été prises pour informer les jeunes de leurs droits, les autorités locales sont cependant toujours à la recherche de moyens efficaces de faire connaître les méthodes destinées à faciliter l'accès des jeunes à leurs droits, ainsi que les dispositions à prendre en cas de violation de ces droits.

Les délégués jeunes sont convaincus que le Congrès pourrait contribuer à ces efforts en créant une boîte à outils pour les autorités locales, destinée à faciliter l'accès des jeunes à leurs droits. Cette boîte à outils proposerait de bonnes pratiques pour les autorités locales, des principes et des méthodes visant à garantir les droits des jeunes, et un aperçu des instruments politiques pertinents.

La « boîte à outils destinée à faciliter l'accès des jeunes à leurs droits » aidera les autorités locales à mettre en place des méthodes efficaces qui permettent de donner aux jeunes des moyens d'agir et de participer. Elle s'appuiera sur les réalisations du Conseil de l'Europe et du Congrès, mais visera plus particulièrement à renforcer la capacité des jeunes à exercer leurs droits.

Compte tenu de la diversité des questions liées aux droits des jeunes dans les 47 Etats membres du Conseil de l'Europe, la boîte à outils proposerait un cadre général permettant d'établir des mécanismes de soutien qui pourraient être adaptés aux besoins particuliers de chaque collectivité locale. Ce dispositif en faveur des droits des jeunes contribuerait aux efforts déployés par le Congrès pour stimuler la participation et l'engagement des jeunes au niveau local : en effet, le soutien donne confiance, et la confiance suscite la coopération.

	<b>NOM</b>	<b>Prénom</b>	<b>Pays</b>
1	COPA	Besart	Albanie
2	ROOD	Sebastiaan	Pays-Bas
3	SKARO	Milica	Serbie
4	CARREIRO	Frederico	Portugal
5	MAUNU	Maija	Finlande
6	SAIDI	Michelle	Royaume-Uni
7	JONUSAITE	Rita	Lituanie
8	ALIYEVA	Sevil	Azerbaïdjan
9	VIVAS DEL TORNO	Carlos	Espagne
10	VINCZI	Alexandra	Hongrie
11	EINARSDOTTIR	Rut	Islande
12	RUFENER	Adrien	Suisse
13	OTREBA	Paulina	Pologne
14	GIOGIOU	Alkistis	Grèce
15	CHRISTODOULIDOU	Margarita	Chypre
16	DONI	Corneliu	République de Moldova
17	NURIEV	Aynur	Fédération de Russie
18	KEATING	Lucas	Irlande
19	POGHOSYAN	Lida	Arménie
20	OSL	Clemens	Autriche
21	BLIDARU	Madalin Catalin	Roumanie
22	CHAPIDZE	Giorgi	Géorgie
23	DZIHIC	Mustafa	Bosnie-Herzégovine
24	DOGAN	Mehmet Murat	Turquie
25	BARAC	Ivana	Croatie
26	JOVICEVIC	Dimitrije	Monténégro
27	MILOSHEVSKI	Martin	« L'ex-République yougoslave de Macédoine »
28	IVANOVA	Petya	Bulgarie
29	VYBIRALOVA	Lenka	République Tchèque
30	STEGER	Tine	Slovénie
31	KRISTIANSEN	Kevin Broby	Danemark